



# LE RÔLE DU CANADA DANS LE FINANCEMENT DE LA RÉPONSE MONDIALE AU VIH/SIDA

---

Mémoire pour les consultations prébudgétaires en  
prévision du budget de 2020

Par : Coalition interagence sida et développement (CISD)

2019-02-08

**Recommandation 1** : Que le gouvernement du Canada investisse dans la lutte contre le VIH et dans les déterminants de la santé au Canada, en mettant particulièrement l'accent sur les populations les plus vulnérables, sans laisser personne de côté.

**Recommandation 2** : Que le gouvernement du Canada investisse dans les efforts de recherche mondiaux sur le VIH en finançant le Partenariat international pour des microbicides et l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida.

**Recommandation 3** : Que le gouvernement du Canada s'engage à augmenter d'au moins 20 % sa contribution lors de la reconstitution du Fonds mondial en 2019.

**Recommandation 4** : Que le gouvernement du Canada augmente les investissements dans l'enveloppe de l'aide internationale (EAI), y compris les investissements dans les institutions multilatérales, afin d'atteindre la cible de 0,7 % du RNB fixée depuis longtemps par la communauté internationale pour l'aide au développement international (ADI) et de réaliser les objectifs de développement durable.

## INTRODUCTION

En tant que coalition d'une centaine d'organismes de services liés au sida, d'organisations non gouvernementales, d'organisations confessionnelles, d'établissements d'enseignement, de syndicats et de particuliers, la Coalition interagence sida et développement (CISD) assure un leadership dans la réponse à l'épidémie mondiale de VIH.

Nous sommes à une étape cruciale pour freiner l'épidémie de VIH. Des progrès impressionnants ont été réalisés dans l'amélioration de l'accès au traitement pour les personnes vivant avec le VIH, mais la prévention des nouvelles infections n'a pas suivi le rythme et les investissements sont insuffisants en regard du nombre croissant de personnes nécessitant un traitement. Il y a un écart de 20 % entre ce qui est nécessaire pour lutter contre le VIH à l'échelle mondiale et ce qui est disponible<sup>1</sup>. Sans un investissement accru, les progrès réalisés dans la lutte contre le VIH accuseront un recul.

Comme coalition d'organismes et de particuliers canadiens, nous savons que les Canadiens ont à cœur de s'acquitter de leurs responsabilités envers la communauté internationale et de verser une juste part de la richesse du Canada pour améliorer la santé et le bien-être dans le monde entier.

Le Canada s'est engagé à atteindre les cibles de l'ONUSIDA qui visent à réaliser les objectifs ultimes de réduire à néant le nombre de nouvelles infections, les mortalités dues au sida et la stigmatisation liée au VIH, ainsi que l'objectif de développement durable (ODD) d'éliminer le sida, la tuberculose et le paludisme d'ici 2030<sup>2</sup>; il a instauré la Politique d'aide internationale féministe (PAIF) et a annoncé un investissement ambitieux dans la promotion de la santé et des droits des femmes, des adolescents et des enfants dans le monde entier. Il s'agit d'un moment unique pour opérer un réel changement dans la vie des personnes les plus pauvres du monde et pour s'assurer que le Canada continue de faire preuve de leadership sur la scène mondiale.

Le CISD demande des investissements dans quatre domaines clés : les réponses nationales au VIH et à la tuberculose, les efforts mondiaux de recherche sur la prévention du VIH et de la tuberculose; le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et l'aide au développement international (ADI).

### 1. INVESTIR DANS LA RÉPONSE AU VIH ET À LA TUBERCULOSE AU CANADA

Pour atteindre les objectifs mondiaux, le Canada doit accroître ses investissements dans la prévention, les soins, le traitement et le soutien liés au VIH et à la tuberculose. Il y a peu d'espoir de réaliser et de maintenir des objectifs ambitieux sans financer adéquatement l'intervention, y compris l'intervention communautaire. Les propres données de l'Agence de la santé publique du Canada confirment qu'au cours des 12 années qui ont suivi le lancement de l'Initiative fédérale, plus de 104 millions de dollars de

---

<sup>1</sup> ONUSIDA, *Un long chemin reste à parcourir – combler les écarts, rompre les barrières, réparer les injustices*, 2018.

<sup>2</sup> Assemblée générale de l'ONU, *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, résolution de l'AGNU A/RES/70/1, objectif de développement durable 3, [https://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F](https://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F).

fonds engagés dans la stratégie fédérale de lutte contre le VIH ont été perdus<sup>3</sup>. Ces fonds doivent être réinvestis dans la réponse du Canada au VIH.

À la fin de 2016, on estimait que 63 110 personnes au Canada étaient atteintes du VIH, une hausse de 5 % par rapport aux estimations de 2014<sup>4</sup>. Avec des soins, un traitement et un soutien adéquats, les personnes vivant avec le VIH peuvent mener une vie longue et productive. Il est essentiel que le Canada investisse davantage pour combler l'écart entre les personnes qui ont accès aux services anti-VIH et celles qui sont laissées pour compte, notamment les jeunes, les consommateurs de drogues, les professionnel(le)s du sexe, les hommes homosexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les Autochtones, les prisonniers, les nouveaux arrivants des pays où le VIH est endémique et les personnes âgées de 50 ans et plus.

Des programmes de lutte contre le VIH et la tuberculose sont nécessaires à la grandeur du pays et au sein de différentes populations, mais il faudrait accorder une attention particulière à l'investissement dans l'infrastructure de la santé et des services sociaux pour les populations autochtones du Canada. En 2016, les Autochtones représentaient environ 9,6 % de l'ensemble des personnes vivant avec le VIH, et 11,3 % des nouveaux cas de VIH diagnostiqués au Canada, mais ne constituaient que 4,9 % de la population canadienne dans le recensement de 2011<sup>5</sup>. De même, ils portent le fardeau de la tuberculose avec plus de 170 cas pour 100 000 personnes, comparativement à 4,8 cas chez les populations non autochtones. Les collectivités inuites affichent des taux de tuberculose 300 fois plus élevés que leurs homologues non autochtones. Les populations autochtones sont plus vulnérables au VIH et à la tuberculose en raison d'un éventail de déterminants de la santé, y compris la pauvreté, le logement et l'itinérance, l'accès aux services de santé, le racisme et les effets multigénérationnels du colonialisme et du système des pensionnats.

Les nouveaux arrivants au Canada représentent une autre population nécessitant une attention particulière. À mesure que les tendances de l'immigration changent au Canada, les besoins des fournisseurs de services partout au pays changent eux aussi. Les personnes originaires de pays où le VIH et la tuberculose sont endémiques (dont plus de 90 % proviennent d'Afrique et des Caraïbes) continuent d'être surreprésentées dans l'épidémie de VIH au Canada, représentant environ 13,6 % des nouvelles infections en 2016, mais seulement 2,5 % de la population canadienne dans les recensements de 2011<sup>6</sup>. Les fournisseurs de services dans l'ensemble du pays ont besoin de ressources et d'une formation adéquates pour fournir des services culturellement adaptés à tous les nouveaux arrivants au Canada, comme c'est le cas pour les initiatives nationales qui permettent aux fournisseurs de services de partager des ressources, de l'expertise et des pratiques exemplaires.

---

<sup>3</sup> Réseau juridique canadien VIH/sida, *Les millions manquants : Arrêter et renverser l'érosion constante des fonds fédéraux en VIH*, <http://www.aidslaw.ca/site/the-missing-millions-stopping-and-reversing-the-steady-erosion-of-federal-hiv-funding/?lang=fr>, 2018.

<sup>4</sup> ASPC, *Résumé : Estimations de l'incidence et de la prévalence du VIH, et des progrès réalisés par le Canada en ce qui concerne les cibles 90-90-90 pour le VIH*, <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/publications/maladies-et-affections/esume-estimations-incidence-prevalence-vih-progres-realises-canada-90-90-90.html>, 2016.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> *Ibid.*

**Recommandation 1 : Que le gouvernement du Canada investisse dans la lutte contre le VIH et dans les déterminants de la santé au Canada, en mettant particulièrement l'accent sur les populations les plus vulnérables, sans laisser personne de côté.**

## **2. INVESTIR DANS LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT DE MICROBICIDES ET DE VACCINS AUX FINS DE LA PRÉVENTION DU VIH**

Nous savons qu'il est de l'intérêt du Canada, tant au pays qu'à l'étranger, d'investir dans des efforts de prévention de la maladie qui sauveront des vies et de l'argent à long terme et augmenteront la productivité en réduisant l'incidence du VIH. Conformément à la Politique d'aide internationale féministe (PAIF) du Canada, il est urgent que les femmes contrôlent leurs propres choix en matière de santé sexuelle et reproductive, y compris la prévention du VIH. Les méthodes de prévention comme les condoms et l'abstinence ne sont pas toujours des solutions réalistes pour elles, surtout les femmes mariées, désireuses d'avoir des enfants, ou celles qui risquent d'être violentées par un partenaire sexuel et intime. La recherche sur la prévention du VIH a fait de grands progrès ces dernières années; toutefois, les options de prévention et de traitement existantes ne suffisent pas à mettre fin à l'épidémie.

Il est essentiel de poursuivre la recherche sur le développement d'autres techniques de prévention contrôlées par les femmes. Le Canada appuie fermement les efforts de recherche mondiaux et le développement de telles techniques. De 2005 à 2010, le Canada a versé 30 millions de dollars au Partenariat international pour des microbicides (IPM) et 82 millions de dollars à l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI) entre 2000 et 2010.

Étrangement, le financement canadien de l'IPM et de l'IAVI n'a pas encore été renouvelé. Ce serait une occasion ratée si le Canada choisissait de rester sur la touche à ce moment crucial où progressent des recherches prometteuses sur les microbicides et les vaccins. Il a été démontré que l'anneau de dapivirine de l'IPM est sûr et efficace et fait l'objet d'un examen réglementaire. La recherche sur le vaccin contre le VIH a fait des progrès, notamment dans l'identification d'anticorps largement neutralisants qui promettent de contribuer de façon appréciable à la lutte contre le VIH et d'autres menaces pour la santé publique mondiale, ainsi que dans la lutte contre la résistance aux antimicrobiens et dans le programme de sécurité sanitaire mondiale.

Nous prions le gouvernement du Canada de renouveler son appui aux instituts de recherche internationaux qui ont fait leurs preuves et qui ont la capacité de rassembler les ressources mondiales nécessaires, à la fois financières, technologiques et scientifiques. Il est essentiel afin de chercher de nouvelles techniques de prévention du VIH, d'assurer l'accès à ces techniques une fois qu'elles se sont révélées sûres et efficaces, et de veiller à ce que les initiatives mondiales soient dotées de ressources suffisantes et constantes.

**Recommandation 2 : Que le gouvernement du Canada investisse dans les efforts de recherche mondiaux sur le VIH en finançant le Partenariat international pour des microbicides et l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida.**

### 3. FINANCER LA JUSTE PART DU CANADA AU FONDS MONDIAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME

Le Fonds mondial est une institution internationale de financement qui mobilise des ressources et les verse à des pays afin de soutenir des programmes pour prévenir et traiter le VIH, la tuberculose et le paludisme, et pour fournir des soins aux personnes qui vivent avec ces maladies ou sont affectées par elles. Le Fonds mondial estime que ses programmes de soutien en partenariat, qui ont permis de sauver plus de 27 millions de vies à la fin de 2017, offrent une valeur optimale pour un résultat maximal. Il est temps d'accélérer les investissements! Les programmes soutenus par le Fonds mondial sauveront 16 millions de vies entre 2020 et 2023 et préviendront jusqu'à 234 millions de nouvelles infections<sup>7</sup>.

Le Fonds mondial, fruit d'un partenariat entre les gouvernements, la société civile, les entreprises privées et les collectivités visées, représente ce qu'on appelle souvent la « norme d'excellence » pour le financement international en santé. Depuis la création du Fonds mondial en 2002, le Canada s'est engagé à l'appuyer, ses contributions à ce jour s'élevant à 2,9 milliards de dollars canadiens. Le Canada a manifesté son appui en organisant la Conférence de reconstitution du Fonds mondial de 2016 et en promettant de verser 785 millions de dollars<sup>8</sup>, ce qui représente une augmentation de 20 % de sa contribution pour la période de 2017 à 2019. Nous exhortons le Canada à continuer d'exercer son solide leadership dans la lutte contre ces trois maladies auprès des populations les plus vulnérables et à soutenir ce modèle unique et efficace par une augmentation d'au moins 20 % de sa contribution lors de la reconstitution du Fonds mondial en 2019.

**Recommandation 3 : Que le gouvernement du Canada s'engage à augmenter d'au moins 20 % sa contribution lors de la reconstitution du Fonds mondial en 2019.**

### 4. AUGMENTER L'INVESTISSEMENT DANS L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL ET ÉTABLIR UN CALENDRIER D'AUGMENTATIONS PRÉVISIBLES

En juin 2005, tous les partis au Parlement du Canada ont souscrit à l'objectif d'augmenter l'aide au développement international (ADI) de façon à ce qu'elle représente 0,7 % du revenu national brut (RNB) du Canada au cours des dix prochaines années. Malheureusement, après l'exercice 2018-2019, l'enveloppe de l'aide internationale (EAI) ne comportera qu'une augmentation annuelle d'environ 100 millions de dollars. À compter de l'exercice 2020-2021, ce montant équivaldra à une augmentation de 1,3 à 1,9 % par rapport à l'exercice précédent. Compte tenu du fait que l'inflation est d'environ 2 % et que 2 % de 5 milliards de dollars représentent 100 millions de dollars, en date de l'exercice 2019-2020, il n'y aura pas d'augmentation en dollars réels de l'EAI<sup>9</sup>. Pour ce qui est du rapport ADI-RNB, il oscillera autour de 0,26 et 0,27 pendant cette période. Le gouvernement libéral actuel aura alors le pire bilan de tous les gouvernements canadiens depuis cinq décennies en matière d'aide internationale<sup>10</sup>.

<sup>7</sup> <https://www.theglobalfund.org/fr/stepupthefight/>

<sup>8</sup> <https://www.theglobalfund.org/fr/news/2016-05-09-canada-to-host-global-fund-replenishment/>

<sup>9</sup> CCCI, *Évaluation du budget de 2018*, <https://ccic.ca/wp-content/uploads/2018/06/FR-Budget-2018-Analysis-Final.pdf>, 2018.

<sup>10</sup> *Ibid.*

Pour contribuer équitablement à l'avancement des ODD à l'échelle mondiale, le Canada doit accroître ses investissements dans l'ADI afin d'atteindre la cible de 0,7 % du RNB. Les investissements dans l'ADI devraient inclure des investissements constants dans les institutions multilatérales qui ont la capacité de tirer parti des ressources mondiales, y compris le financement intérieur.

**Recommandation 4 : Que le gouvernement du Canada augmente les investissements dans l'enveloppe de l'aide internationale (EAI), y compris les investissements dans les institutions multilatérales, afin d'atteindre la cible de 0,7 % du RNB fixée depuis longtemps par la communauté internationale pour l'aide au développement international (ADI) et de réaliser les objectifs de développement durable.**

## CONCLUSION

La lutte contre les épidémies de VIH et de tuberculose nécessite une collaboration mondiale, et 2019 marquera un tournant dans notre capacité d'éliminer le VIH, la tuberculose et le paludisme. Le Canada a déjà fait preuve de leadership sur la scène mondiale et doit continuer en ce sens en respectant les engagements internationaux qu'il a pris et en appuyant encore les initiatives mondiales qui permettent vraiment de mettre les ressources en commun et de contribuer efficacement à la lutte contre le VIH et la tuberculose, le tout dans le cadre d'un budget d'ADI accru.

Nous remercions le Comité permanent des finances d'examiner le présent mémoire et vous demandons d'envisager d'inviter la Coalition interagence sida et développement à livrer un témoignage.

Le tout respectueusement soumis,



Robin Montgomery, directrice générale  
Coalition interagence sida et développement (CISD)

Tél. : 613-233-7440, poste 113

Courriel : [rmontgomery@icad-cisd.com](mailto:rmontgomery@icad-cisd.com)

Adresse Web : [www.icad-cisd.com](http://www.icad-cisd.com)